

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Solidaires de qui à l'Est ?

RUPTURE du PCF avec le Parti tchèque de Husak, retrait de Tchécoslovaquie des troupes du Pacte de Varsovie, soutien aux victimes de la répression dans les pays de l'Est, tels sont les principaux points d'un appel lancé publiquement par une centaine de militants du PCF à leurs camarades de parti. (Nous avons publié le texte complet de cet appel dans notre édition datée du 31 mars-1er avril).

Comment réagira la direction du PCF à cette initiative ? Silence gêné, attaque contre des camarades qui utilisent la presse bourgeoise pour s'en prendre à la politique du Parti ? Nous verrons.

Le fait est que le contenu de cet appel s'oppose de front à une des principales orientations politiques que la direction du PCF voudrait faire avaliser par le 23e Congrès : celle d'un nouvel alignement sur l'URSS.

Comment appeler autrement le soutien à peu près sans faille apporté par le PCF à la politique expansionniste de l'URSS ? Comment appeler autrement les tentatives de sa direction de donner de l'URSS une vision globale positive au mépris de faits patents et largement connus.

Quelle déconvenue pour tous les militants du PCF qui avaient vu dans son 22e Congrès l'amorce

positive d'une prise de distance à l'égard de Moscou.

Pourtant, les exigences légitimes qu'exprime l'appel de ces cent militants ne devraient pas susciter d'opposition de la part des dirigeants du PCF s'ils respectaient leur propres déclarations.

N'est-ce pas le communiqué du Bureau politique publié dans les moments qui suivirent l'agression soviétique en Tchécoslovaquie qui exigeait, il y a onze ans déjà, le retrait des troupes du Pacte de Varsovie ? N'est-ce pas la direction du PCF qui a institué comme base de principe à ses rapports avec d'autres partis le fait qu'ils aient été « placés par leur peuple » à la direction du pays. Critère qu'on peut difficilement appliquer au fantoche Husak sans faire preuve de la plus révoltante mauvaise foi.

Quant au soutien et à la solidarité qu'il faut témoigner aux victimes de la répression arbitraire dans les pays de l'Est, la direction du PCF peut-elle le refuser sans trahir ouvertement ses protestations de défense des libertés sous toutes les latitudes ?

En définitive, l'attitude à l'égard de l'URSS et ici de ses fantoches tchécoslovaques est bien aujourd'hui une des principales pierres de touche de l'internationalisme.

C'est ce que vient confirmer cet appel des Cent.

Pierre Marceau

Barre : L'uranium, c'est de l'or



Barre, lors de sa visite à la centrale d'enrichissement d'uranium de Tricastin. Un but : rassurer sur la sécurité du nucléaire, industrie en pointe de l'économie française et sur lequel le gouvernement mise beaucoup.

Avec Tricastin, une des premières usines du monde de l'enrichissement de l'uranium, EURODIF décroche une des meilleures places dans le marché international du nucléaire

Voir page 3

Une lettre du Comité central du Parti communiste du Kampuchea au Comité central du PCML

«Un soutien des plus précieux à notre lutte»

Chers camarades,

Le camarade secrétaire, Pol Pot, et le comité central du Parti communiste du Kampuchea ont bien pris connaissance du message que vous avez bien voulu leur adresser, en soutien à la lutte menée actuellement par le peuple du Kampuchea sous la direction du Parti communiste du Kampuchea et du Gouvernement du Kampuchea démocratique. Ils nous ont chargés de vous en exprimer les profonds et sincères remerciements du Parti communiste du Kampuchea, du Gouvernement du Kampuchea démocratique, du peuple et de l'Armée révolutionnaire du Kampuchea, avec leur hommage à votre esprit de solidarité internationaliste.

Alors que les expansionnistes régionaux vietnamiens soutenus par leurs maîtres, les expansionnistes internationaux soviétiques, intensifient leur guerre d'agression au Kampuchea et que cette guerre menace de s'étendre à d'autres pays du Sud-est asiatique, — comme le prouvent les manœuvres et les activités fébriles que ces expansionnistes mènent actuellement — notre peuple et notre Armée révolutionnaire sont puissamment encouragés par votre soutien et vos multiples activités pour dénoncer et condamner résolument l'agression et l'invasion vietnamiennes contre le Kampuchea démocratique, pour exiger le retrait total et immédiat des troupes vietnamiennes hors du Kampuchea démocratique et pour briser les tentatives des Vietnamiens et des Soviétiques de faire ad-

mettre comme un fait accompli leur occupation de territoire du Kampuchea démocratique et de légaliser leur criminelle agression par une reconnaissance de leurs chiens courants à Phnom Penh qui ne sont que leur propre ombre. Ces actions de solidarité constituent un soutien des plus précieux à notre lutte.

En menant la guerre populaire de longue durée pour défendre la pérennité de leur nation, la cause sacrée de l'indépendance, de la souveraineté, de l'intégrité territoriale du Kampuchea démocratique et le droit de décider eux-mêmes de leur propre destinée et celle de leur pays, notre peuple et notre Armée révolutionnaire sont pleinement conscients que leur lutte constitue également une contribution à la paix, la sécurité et la stabilité dans cette région et dans le monde.

Forts du soutien actif, de l'encouragement et de la sympathie des peuples épris de paix, d'indépendance et de justice, des partis politiques et des organisations de masse dans le monde, dont votre peuple et votre Parti, ils sont résolus à mener la lutte jusqu'à la victoire finale, qui sera notre victoire commune.

C'est dans cette conviction que nous vous prions, chers camarades, de recevoir nos salutations révolutionnaires fraternelles.

Kampuchea, le 28 mars 1979.

Le comité pour les relations extérieures du Comité central du Parti communiste du Kampuchea.

Sidérurgie : grève à Fos et à Dunkerque

Voir page 3

Voir page 5, le 1er article d'une série consacrée au 38e congrès de la CFDT

Aujourd'hui :
«Au cœur des débats : le recentrage»

LE MONDE EN MARCHÉ

ESPAGNE

Bons résultats des marxistes-léninistes aux élections municipales

SELON des résultats quasi-définitifs (les résultats officiels n'ont pas encore été publiés), 804 conseillers municipaux ont été élus sur les listes des marxistes-léninistes. Parmi eux, la moitié environ sont des personnes qui se sont présentées sur ces listes bien que n'étant pas membre de l'un ou l'autre parti. Les marxistes-léninistes seront ainsi présents dans quatre capitales régionales : Huelva, Santander, Logrono, Saragosse.

Les régions où ils ont recueilli le plus de succès sont l'Andalousie (217 conseillers), le Pays Basque (68) et la banlieue de Madrid (23).

D'ores et déjà, bien que les élections des maires n'aient pas encore eu lieu, il apparaît sûr que 40 municipalités seront dirigées par des marxistes-léninistes.

Par ailleurs, se déroulaient en même temps, dans certaines provinces des élections pour ce qu'on pourrait appeler, des conseils généraux. En Navarre et à Séville (Andalousie) les marxistes-léninistes ont eu deux représentants élus.

E.L.G.

Remaniement vers la droite du conseil des ministres

VENDREDI dernier, le premier ministre espagnol, Suarez présentait le nouveau gouvernement. Bon nombre d'anciens ministres ont été reconduits, soit dans leurs fonctions, soit affectés à d'autres porte-feuilles. Cependant, les quelques changements intervenus sont révélateurs de l'intention de Suarez de gouverner plus à droite. Le départ le plus remarqué a été celui de l'ex-ministre des Finances, Fernandez Ordonez. Ce dernier a pris diverses mesures allant dans le sens d'une meilleure répartition de l'impôt aux dépens des grandes fortunes, d'une limitation de la fraude fiscale. La haute bourgeoisie ne semble pas avoir beaucoup apprécié de voir rendues publiques les déclarations fiscales des gros bonnets de la finance et de l'industrie. Sa réputation de « progressiste » lui a valu d'être congédié.

Par contre, parmi les nouvelles entrées, l'une d'elles a fait beaucoup de bruit : la nomination au poste de ministre de l'Intérieur du Général Ibanez Freire. Son histoire est peu reluisante : participant actif aux côtés de Franco durant la guerre civile de 1936 à 1939, ce général est également un ancien de la division Azul qui combattit auprès des nazis contre le peuple soviétique.

MAURITANIE

Le pouvoir change de mains

MINI coup d'Etat en Mauritanie où le président, le colonel Ould Saleck, semble avoir été mis sur la touche par les militaires et ne plus conserver que des fonctions honorifiques. C'est le nouveau premier ministre, le lieutenant-colonel Bouceif, qui est aujourd'hui l'homme fort à Nouakchott. Se prononçant dans une interview à l'AFP pour un retour à « l'orthodoxie militaire », il a déclaré : « Nous sommes prêts à conclure une paix réelle et non fictive » au Sahara occidental. Il s'est, à ce sujet, prononcé pour l'autodétermination du peuple saharoui et la reprise de bonnes relations entre la Mauritanie et l'Algérie.

La prise du pouvoir par Ould Saleck, en juillet dernier, avait déjà fait naître des espoirs pour un règlement juste du problème saharoui. Ceux-ci avaient pourtant été déçus.

ERYTHREE

18 prisonniers érythréens abattus

DIX huit militants du Front de libération érythréen, prisonniers du régime éthiopien ont été passés par les armes sans aucun jugement à Asmara, annonce l'agence irakienne de presse, citant le FLE. Le FLE indique, en outre, qu'il a fait une centaine de prisonniers éthiopiens, dont un capitaine, lors d'une bataille qui s'est produite la semaine dernière sur le littoral nord.

Dirigés par des généraux soviétiques et soutenus par 15 000 Cubains, les Ethiopiens poursuivent actuellement leurs tentatives pour liquider la résistance érythréenne.

Depuis deux ans, l'URSS leur a pour cela livré pour plus d'un milliard de dollars d'équipements militaires sophistiqués.

ALLEMAGNE DE L'EST

Réglementation stricte des magasins à devises ouest-allemandes

Ils favorisaient les liens entre les deux Allemagne; Moscou les voyait d'un mauvais oeil

LE gouvernement est-allemand a décidé jeudi dernier de réglementer strictement le commerce dans les magasins Intershops où seules les monnaies occidentales étaient acceptées. Désormais, les Allemands de l'Est ne pourront y acheter qu'avec des chèques spéciaux délivrés par l'Etat.

Les Intershops existent depuis très longtemps en RDA, mais ils ont connu un grand développement à partir de 1973. Jusqu'alors, il n'y en avait guère que dans les hôtels de luxe, les restaurants et les grandes gares — dans les lieux fréquentés par les visiteurs occidentaux qui, en principe, avaient seuls le droit d'y aller.

En 1973-1974, Honecker, le numéro un est-allemand, a autorisé officiellement les Allemands de l'Est à posséder des devises occidentales (c'est-à-dire surtout des Mark-Ouest), et à acheter dans les Intershops.

Il a considérablement étendu le réseau des Intershops, ainsi que leur achalandage. Alors qu'auparavant, on y trouvait surtout des alcools, des friandises, du tabac et des parfums, à partir de 1973, on pouvait tout y acheter : des vêtements, des magnétophones, des voitures, ainsi que des marchandises produites par la RDA et introuvables dans le réseau commercial normal (des magnétophones, par exemple).

Ainsi s'établissait en RDA un double réseau commercial : l'un où circulait le Mark-est, l'autre où circulait le Mark-Ouest — le second étant incomparablement supérieur au premier ! Pour avoir une voiture, par exemple, si l'on paye en Mark-est, il faut attendre jusqu'à sept ans — en Mark-Ouest, c'est très rapide.

A une certaine époque, il était difficile de trouver des pommes de terre dans les magasins normaux — mais dans les Intershops, les cinq kilos valaient 85 pfennigs-Ouest...

300 MILLIONS DE BÉNÉFICES EN DEVICES !

En développant sur une large échelle les Intershops, Honecker avait surtout en vue les devises qui rentreraient ainsi dans les caisses de l'Etat est-allemand : plus de 300 millions de Mark-Ouest par an.

Les Intershops étaient l'un des moyens indispensables pour atténuer — sinon combler — la dette croissante de la RDA envers l'Allemagne de l'Ouest.

LES NOUVELLES MESURES

Les mesures décidées jeudi par le gouvernement est-allemand portent un coup d'arrêt à ce commerce parallèle florissant. Les Occidentaux devront présenter leur passeport pour faire des achats dans les Intershops. Et les Allemands de l'Est ne pourront plus y payer en Mark-Ouest, mais uniquement avec des chèques spéciaux, à leur nom que leur remettra la Banque d'Etat en échange de Mark-Ouest.

Ces mesures ont déclenché une petite panique à Berlin-Est. Depuis jeudi, on fait la queue devant tous les Intershops — avant que ces mesures entrent en application le 16 avril prochain. Car il sera, après, beaucoup plus difficile d'y faire des achats, il faudra se soumettre à des contrôles peu appréciés des Allemands de l'Est.

Il est certain que ces mesures vont très sensiblement réduire les rentrées de devises dans les caisses est-alle-



Berlin Est : l'hôtel Metropol réservé uniquement aux touristes occidentaux. (photo HR)

mandes, et qu'elles vont donc créer des difficultés au commerce extérieur. Alors pourquoi ont-elles été prises, après plusieurs mois d'hésitation ?

Honecker en personne n'avait-il pas défendu fermement le principe et la pratique des Intershops à l'automne 1977 ?

LES INTERSHOPS ONT SUSCITE UNE OPPOSITION

Au sein des milieux privilégiés, de la part de ceux qui, en raison de leur fonction, ne peuvent en bénéficier : pour acheter dans les Intershops, il faut avoir des Mark-Ouest ; pour avoir des Mark-Ouest, il faut avoir des relations avec des parents et des amis occidentaux. Or, toute une série de gens — les cadres de l'armée, de la police, de la Stasi (police politique), etc. — considérés comme « détenteurs de secrets » n'ont pas le droit d'avoir des contacts avec les Occidentaux. D'où leur opposition aux Intershops.

LE KREMLIN CONTRE LES RELATIONS INTER-ALLEMANDES

Les critiques déterminantes contre les Intershops sont cependant venues de Moscou. Depuis deux ou trois ans, le Kremlin fait remarquer que le pullulement des Intershops a un effet « démoralisateur » sur la population est-allemande. En plus, on sait qu'il n'est pas du tout d'accord actuellement avec une multiplication des liens entre les deux parties de l'Allemagne : il a peur que, petit à petit, la RDA n'échappe à son autorité et à son pillage.

A ceci, les dirigeants est-allemands répondaient que les relations économiques inter-allemandes et les Intershops étaient indispensables pour développer l'économie et le niveau de vie en Allemagne de l'Est — moyen le plus sûr pour éviter une révolte de la population.

Jean SCHUBERT



Berlin-Est : propagande soviétique à l'occasion de Soyouz. Ensemble sur la terre et dans l'espace. (Photo HR)

Les mesures décidées jeudi vont dans le sens de ce que voulait le Kremlin, qui a ainsi marqué un point dans sa politique d'asservissement complet de la RDA. Et il est intéressant pour l'avenir de noter que ses défenseurs les plus fervents en RDA sont les responsables des organes de répression de l'Etat est-allemand. Dans un discours prononcé récemment à huis clos, le chef de la Stasi, Erich Mielke, mettait nettement en relation le développement de l'opposition en RDA avec le développement des relations entre les deux parties de l'Allemagne.

En effet, en échangeant leurs expériences et leurs idées, les travailleurs de l'Est et de l'Ouest prennent de plus en plus conscience d'être soumis à une même exploitation, bien que dans des conditions différentes. Et ils prennent aussi conscience d'appartenir à une seule et unique nation, divisée contre leur gré.

Ces idées nouvelles, brassées de part et d'autre du mur, sont inconciliables avec l'acceptation de l'occupation militaire de la RDA par l'Union soviétique, et inconciliables aussi avec l'acceptation du mur et des barbelés qui protègent cette occupation.

DANS L'ACTUALITE

Barre à Tricastin (Drôme)

L'uranium c'est de l'or !

EN chaussons blancs et en blouse blanche Barre a visité l'usine d'enrichissement d'uranium de Tricastin. Carter se rend à Three Mile, Barre à Tricastin. Croient-ils nous rassurer en « affrontant le danger » ? Non. Ils affirment au contraire clairement leur intention de poursuivre leur politique nucléaire.

Mercrèdi 4 avril, au conseil des ministres, le gouvernement s'est prononcé sans ambage pour poursuivre, intensifier et accélérer le programme nucléaire.

UN TOUT : CONSEIL DES MINISTRES, VISITE DE BARRE

Le nucléaire est une carte-maîtresse dans le jeu du gouvernement. Comme l'a dit Barre : « Nous ne faisons pas de l'uranium enrichi seulement pour nous mêmes, mais pour l'exporter à l'étranger ».

La visite à Tricastin de lundi dernier, les décisions de construire six nouveaux réacteurs nucléaires de 1 300 mégawatts à Paluel, à St-Maurice l'Exil, à Flamanville, à Cattenom, à Belleville-sur-Loire, à Nogent-sur-Seine et deux réacteurs de 900 mégawatts à Gravelines et à Chinon concrétisent ces orientations.

Après avoir éliminé, en douceur Westinghouse, firme américaine, « du marché nucléaire en France », le grand Giscard et les monopoles français dont Empain-Schneider, à qui il est très lié, ont l'intention de devenir particulièrement compétitif sur le marché international.

L'exemple d'implantations de centrales nucléaires françaises au Pakistan, qui a entraîné le retrait de l'aide économique des Etats-Unis illustre cette rivalité.

LE GOUVERNEMENT ET LES VIOLONS DU NUCLEAIRE

Pour préparer l'opinion nationale à cette politique du tout nucléaire, le gouvernement n'y va pas avec le dos de la cuiller. Empruntant la formule « nous sommes tous concernés, nous allons vous informer des difficultés énergétiques de notre pays », publicités au cinéma et à la télévision se succèdent sur la nécessaire

économie de l'énergie.

Lundi TF1 s'est amusé à nous présenter un film de fiction sur le thème, « Les pays du tiers monde ferment les robinets de pétrole, que devenons nous ? » Rationnement, carence de confort et chômage furent les réponses du présentateur, Dominique Baudis, à ce film-fiction...

L'argument-massue c'est donc la peur. Effrayer les populations et par conséquent les amener à deux conclusions :

1) Les pays producteurs de pétrole sont des « misérables ».

2) Il faut que nous comptions sur nos propres forces et nous accélérions le programme nucléaire.

Barre : « Ou bien nous réussissons à substituer certaines formes d'énergie à d'autres, ou bien nous prenons des mesures de rationnement et de réduction de notre activité économique, c'est-à-dire finalement le recul de notre niveau de vie ».

D'autre part, le VIII plan en préparation devrait mettre l'accent sur la nécessité des investissements, sur l'importance de la compétitivité internationale des monopoles français, pour rééquilibrer la balance commerciale de la France. Et nous n'aurions plus qu'à applaudir. Telles sont les grandes lignes du raisonnement du gouvernement.

LA SECURITE, UN PROBLEME MINEUR !

Enfin, un des prétendus motifs de la visite de Barre à Tricastin était de s'assurer des dispositifs de sécurité. Il fut très chiche sur ce sujet. Il n'a même pas évoqué le problème du transport de l'uranium. L'uranium est automatiquement transporté à Tricastin pour être enrichi. Or, ces transports occasionnent de graves accidents. Nous n'en rappelons que deux exemples : en gare de Narbonne, deux wagons se sont heurtés, l'un d'eux a laissé échapper son contenu d'urate de magnésium à l'état de poudre qu'il a fallu détecter et enlever des ballasts et remblais.

Sur la RN 113, dans l'Hérault, après une collision deux fûts de 200 kilogrammes d'uranium de sodium sont tombés sur la chaussée, il a fallu découper le bitume après l'avoir lavé à la vapeur et le remplacer sur 200 mètres.

Usinor-Dunkerque : la grève continue

LE 30 mars, le parc à brames se mettait en grève, et le mouvement s'étendait aux hauts fourneaux-acières (voir l'article dans l'Humanité rouge du 5 avril). La direction ripostait par le lock-out pour annoncer le 6 avril au soir qu'elle « accordait », si une reprise normale et durable de l'ensemble des installations intervenait le samedi 7 avril à 5 heures, 2% d'augmentation à partir du 7 avril ; 2% à faire valoir sur la prochaine hausse des salaires de 2,6% programmée pour juin, et un acompte des journées perdues remboursable en six mois.

Autant dire qu'elle ne lâche rien du tout. Mais le 7 avril à 5 h, si l'équipe B du parc à brames reprend le travail, les équipes de l'après-midi et du soir se remettent en grève.

Quant aux hauts-fourneaux, ils refusent les propositions patronales et décident de continuer la lutte pour le paiement à 100% des journées perdues, l'augmenta-

tion des salaires, la cinquième équipe. La production de fonte et d'acier est toujours bloquée. La direction remet le 8 avril à 21 heures son personnel en chômage technique. La direction essaye par ses pressions — lock-out, chômage technique — de briser la lut-

te des travailleurs. La meilleure réponse des travailleurs : briser le lock-out en consolidant et élargissant le mouvement de grève sur une revendication d'augmentation des salaires, capable d'unifier l'ensemble des secteurs.

Correspondante

Grève à la Solmer

UNE grève a démarré la semaine dernière dans l'usine à brames de la Solmer, filiale d'Usinor et Sacilor, à peu près dans les mêmes conditions qu'à Usinor-Dunkerque.

Les travailleurs de ce secteur ont déclenché un mouvement semblable à celui de Dunkerque, grèves tournantes et revendications identiques : 300 F d'augmentation, amélioration des conditions de travail et création d'une cinquième équipe.

La direction a répondu par le lock-out d'un millier de personnes dimanche et la réaction des travailleurs est de poursuivre et étendre le mouvement. A 13 heures, mardi 10, une intersyndicale CGT-CFDT doit faire des propositions nouvelles à l'assemblée générale. Les lamineurs ne seront encore alimentés que 48 heures au plus.

Dans Beijing Information n° 13

Ce que la Chine disait au Vietnam en 1977

Déclaration du vice-premier ministre Li Xiannian

LE No 13 de Beijing information vient de publier un document historique, particulièrement intéressant pour toutes les révélations qu'il contient. Il s'agit du texte exact des déclarations faites par le vice-premier ministre chinois, Li Xiannian, au premier ministre du Vietnam, Pham Van Dong, le 10 juin 1977.

De passage à Pékin, le premier ministre vietnamien a eu une rencontre avec des dirigeants chinois. Les déclarations de Li Xiannian, rendues publiques aujourd'hui par la Chine, montrent que les problèmes ne datent pas d'aujourd'hui, que la Chine a critiqué plusieurs fois les paroles et les actes hostiles du Vietnam à son égard et qu'elle a tout fait pour régler les divergences avant qu'elles ne dégénérent.

La déclaration chinoise de juin 1977 (que Hanoi n'a d'ailleurs pas pu taxer de « faux ») relève sept points de désaccords, tous imputables à la politique hostile du Vietnam à l'égard de la Chine. Certains de ces points remontent d'ailleurs à plusieurs années, et le

document donne de nombreux exemples :

- 1) Déclarations publiques de dirigeants vietnamiens contre la Chine, par exemple à des journalistes occidentaux, en 1973 et 1976.
- 2) Incidents de frontière de plus en plus nombreux et non-respect du statu quo que les deux partis s'étaient engagés à respecter depuis les années 1957-58.
- 3) Activités du Vietnam pour empêcher la Chine d'entretenir et de réparer le tronçon de voie ferrée qui lui revient sur le chemin de fer qui relie les deux pays.
- 4) Revendications du Vietnam, à partir de 1974, sur les îles chinoises Xisha et Nansha. Or, que ce soit en 1956, 1958 et 1965, le Vietnam a fait des déclarations

reconnaissant que ces îles appartiennent à la Chine.

5) Revendication abusive du Vietnam sur les deux-tiers du golfe Beibu.

6) Contraintes pour obliger les ressortissants chinois à prendre la nationalité vietnamienne, au mépris de l'accord de 1955 entre les deux partis demandant qu'il y ait libre-consentement.

7) Propagande hostile (pièces de théâtre, films, livres) contre la Chine, en s'appuyant sur l'époque ancienne où la Chine féodale agressait le Vietnam.

Li Xiannian termine ainsi : « Aujourd'hui, j'ai exposé en toute franchise, au premier ministre Pham Van Dong certains problèmes existant dans les rapports entre nos deux partis et nos deux Etats, en espérant qu'ils seront résolus à travers ces entretiens approfondis et empreints de camaraderie, afin de préserver et de promouvoir l'amitié et la solidarité révolutionnaire qui unissent nos deux partis et nos deux Etats (...) ».

Processus d'exploitation de l'uranium

Tout d'abord l'uranium est extrait. En France, l'extraction a la première place des industries extractives métalliques (sans le Massif central, en Vendée, etc.)

Le minerai extrait contient un à deux kilos d'uranium par tonne.

Ensuite, il faut concentrer l'uranium et le transformer soit en uranium-métal pour les centrales qui utilisent l'uranium naturel, soit en hexafluore d'uranium pour l'enrichir. C'est ce dernier cas qui sera effectué à Tricastin.

Il s'agit de séparer l'uranium naturel, le radio-isotope 235, le seul fissile employé dans les centrales.

La proportion en uranium 235 est accrue jusqu'à 3% pour les réacteurs « à eau légère » et à plus de 90% pour l'usage militaire, fabrication de la bombe A.

Une fois que l'uranium est passé à l'état d'hexafluore, c'est-à-dire à l'état gazeux, il s'agit alors de le faire passer par des milliers de « barrières » poreuses, c'est-à-dire une membrane perméable, à travers lesquelles le gaz s'enrichit très légèrement en uranium 235.

C'est à force de répéter cette opération que l'uranium s'enrichit et qu'il peut être utilisé dans les réacteurs nucléaires.

Eurodif

LE 27 novembre 1973, Jean Charbonnel, alors ministre de l'industrie, déclarait : « En tout état de cause, une usine d'enrichissement de l'uranium par diffusion gazeuse sera réalisée à partir du 1er janvier 1974 pour une mise en production en 1979 ». C'est à présent chose faite. Cette usine existe et fonctionne, en partie, à Tricastin au sud de Lyon, près de Pierrelatte.

Tricastin regroupe plusieurs sociétés financières : la société Corédif, société à majorité française qui regroupe des intérêts européens (Eurodif 51% ; commissariat à l'énergie atomique - CEA 29%) et les iraniens (20%).

L'envergure d'Eurodif est immense. Elle sera le plus grand prestataire de services dans le monde dans le domaine de l'enrichissement de l'uranium, permettant d'assurer l'alimentation permanente d'une centaine de centrales nucléaires de 1 000 mégawatts chacune.

AU JOUR LE JOUR



Campagne du PCF sur les libertés démocratiques

Des buts qui donnent à réfléchir

LES dirigeants du Parti communiste mènent actuellement campagne sur le thème de la défense des libertés démocratiques, après la manifestation du 23 mars à Paris et les déclarations de Giscard d'Estaing et d'autres personnalités proches du pouvoir ou membres du gouvernement concernant le droit de manifestation. La conférence tenue lundi par le groupe parlementaire PCF en est le dernier épisode en date. Il est bien clair que pour mieux briser les luttes de la classe ouvrière et de tous les travailleurs — luttes que ne manquera pas (et ne manque pas) de susciter le « redéploiement » de l'économie avec son cortège de licenciements, de renforcement de l'exploitation, d'atteinte aux salaires et aux acquis de toute sorte — patronat et gouvernement prennent des dispositions pour étendre, perfectionner et faciliter la répression, et priver les travailleurs d'armes qu'ils ont conquises par le passé.

Ainsi des « libertés démocratiques » tels que le droit de manifester ou le droit de grève, acquises au prix de tant de luttes par le peuple de notre pays, sont effectivement remises en cause.

CAMPAGNE POUR QUOI ?

Il est donc tout à fait juste de défendre de tels droits, de mobiliser les travailleurs pour les défendre, pour en user aussi d'ailleurs, en riposte aux licenciements, comme pour les sidérurgistes aujourd'hui par exemple, ou en solidarité avec ceux qui luttent. Mais cette campagne du PCF soulève quelques questions.

Et d'abord, quelle en est la cible ?

Il s'agit d'exiger la désignation d'une commission parlementaire pour enquêter sur les événements du 23 mars, l'attitude de la police dans ce cadre-là, etc.

Nous n'avons rien de particulier contre les commissions d'enquête (encore que nous sachions que bien des choses, et notamment du temps, peuvent se perdre dans les méandres de leurs investigations). Aucune arme ne saurait être négligée dans la bataille.

Mais les dirigeants du PCF en font l'objectif de leur mobilisation ! Alors que plus de trente personnes ont été condamnées — en soi-disant flagrant délit — plusieurs à des mois de prison ferme (et qui y sont à ce jour), pour avoir lancé des cailloux ou des boules contre des charges de CRS, pour avoir été trouvés porteurs de manches de pioche dont étaient munies leurs banderoles, etc ! Alors que le parquet sur ordre du gouvernement, trouvant cela insuffisant, fait appel à minima !...

L'ATTEINTE AUX LIBERTÉS LA PLUS FLAGRANTE

L'atteinte la plus flagrante au droit de manifester n'est-elle pas justement là ? Les dirigeants du PCF n'en parlent guère.

Il faut dire que l'Humanité, dès après les premiers jours du procès, dans son édition du mercredi 4 avril

estimait que si les inculpés étaient effectivement coupables de tels actes (jets de pierres, port de barres de fer...) il était juste qu'ils en rendent compte. L'organe central du PCF ne contestait dans la procédure que le caractère douteux des témoignages. Dans l'ensemble, il dénonce la provocation (bien réelle en effet) du gouvernement mais lui reproche surtout de n'avoir pas à temps usé de ses forces de police contre des manifestants qu'il est trop facile de qualifier « d'autonomes ». Sans parler de la poignée d'autonomes et de quelques flics provocateurs. Bien de simples manifestants ont voulu riposter aux violentes charges des CRS.

Et les autonomes pour la recherche desquels (en dehors même de toute manifestation) le pouvoir se propose de mettre en place une unité spéciale pourraient bien être n'importe quel militant ou groupe, selon les besoins de la cause patronale.

QUELLE MOBILISATION ?

Quant aux déclarations de Giscard, fort graves en effet, concernant le droit de manifestation, ne peut-on s'étonner qu'elles n'aient pas suscité plus d'une demi-heure de débrayage et une manifestation... à Clermont-Ferrand, à l'appel des syndicats ?

Une autre question se pose concernant la campagne actuelle conduite par la direction du PCF.

S'agit-il pour elle de mobiliser les travailleurs, de construire l'unité la plus large pour riposter aux nouvelles attaques patronales et gouvernementales ? On peut là aussi se le demander.

Conférence du groupe parlementaire du PCF, délégation du PCF aux préfectures (toujours pour demander cette fameuse commission parlementaire) : c'est tout le contraire d'une mobilisation de masse, et par contre, c'est bien plutôt l'étiquette du Parti qui est mise en avant.

Ces quelques questions en amènent de plus profondes sur les buts réellement poursuivis par les dirigeants du PCF à travers cette campagne : ceux qui lui sont assignés — la création d'une commission parlementaire — et les formes qu'elle prend — délégation du Parti auprès des préfectures — montrent qu'il ne s'agit pas en fait d'une riposte sérieuse à l'attaque gouvernementale dont les condamnations d'après le 23 en premier lieu et les instructions de Giscard sont les aspects marquants. Voilà de bien sérieux sujets de réflexion à quelques semaines du 23e congrès en particulier sur ce qu'entendent par « lutter » les dirigeants du PCF.

Gilles CARPENTIER

Préparation du 23e Congrès du PCF

Une tribune qui évacue les critiques

UN mois avant l'ouverture du 23e congrès du PCF, et tandis que depuis le 1er mars se poursuit dans les colonnes de l'Humanité, la discussion sur le projet de résolution proposé par le comité central, quelles indications ressortent de ce débat ? Ou au moins de cette partie du débat qui trouve droit de cité dans la presse du PCF ?

Une centaine de contributions, quelquefois collectives (émanant de cellules), le plus souvent individuelles, ont été publiées à ce jour. De tous les thèmes abordés, quatre reviennent le plus souvent dans la tribune : le fonctionnement du PCF, la question des pays socialistes, l'analyse de la crise et la thèse du déclin de la France et, surtout, le problème de l'Union. « Union à la base », « Union de la gauche », (quel bilan en tirer) « Union du peuple de France » mais également unité de la classe ouvrière. Cette question de l'union qui s'appuie sur l'expérience concrète des militants fournit la matière principale du débat. Qui sont ceux qui s'expriment dans les colonnes de l'Humanité ? Certaines contributions critiques ont été publiées. En étaient signataires quelques « contestataires » connus comme Jean Rony, Antoine Spire, Georges Labica, ou encore dans une moindre mesure, Maurice Goldring (1). Mais ce fut le cas également pour quelques contributions venant de militants moins connus, ou de cellules. La teneur des critiques qui y sont formulées les font classer en deux courants principaux : le premier reproche surtout à la

direction du PCF de manquer de souplesse à l'égard du PS auquel elle voudrait faire porter la totalité de la responsabilité de l'échec de mars 1978. Il reprend, avec des variantes, les thèmes développés par Elleinstein et en même temps, ils expriment de sérieuses réserves sur le « bilan globalement positif » décerné par les dirigeants du PCF à l'URSS. Le second courant exprime une critique très sévère de l'alliance avec le parti socialiste qui n'a jamais été autre chose qu'un parti de la bourgeoisie mais certains d'entre eux font poindre derrière cette critique de bon aloi un pro-soviétisme tout à fait inquiétant. A donner ces deux versions de la contestation, on soupçonne la direction de vouloir en donner une image faite sur mesures ; d'un côté des militants critiquant l'URSS, mais prêts à manger dans le ratelier social-démocrate, de l'autre des inconditionnels de l'URSS faisant preuve d'un sectarisme excessif à l'égard du PS.

Au premier, la direction répond avec un gros bâton et au second, elle reproche un « dogmatisme » qui n'est plus de saison. Car, dans cette tribune, la direction ne se prive pas de parler. Ce sont d'abord un certain nombre de membres du Comité central présentés sous l'apparence anonyme de militants de base ou bien encore collaborateurs du Comité central et secrétaires de fédérations. En effet, la majeure partie des contributions viennent approuver le projet de résolution quand elles n'en sont pas tout simplement la « défense et illustration ». Pour cautionner sa ligne, la direction du PCF met en avant deux types de contributions : celles des responsables de grosses sections d'entreprises qui parlent au nom

de la classe ouvrière (Renault, Chausson, Berliet...), et des contributions d'experts en forme de thèses universitaires sur l'économie des pays socialistes, l'agriculture, etc.

Avec cette double caution de la « classe ouvrière » et du savoir, la direction peut affronter sûre d'elle une critique qu'elle présente comme inconsistante et minoritaire.

Y aurait-il une contestation ? Marchais répond amuse « Tout cela n'est pas sérieux. Ce qui est vrai, c'est que les communistes discutent largement, librement, sans formalisme. Et ce que révèle d'ores et déjà cette discussion, c'est que les opinions des camarades (contestataires) sont ultra-minoritaires ».

Faire cette preuve, c'est une des premières fonctions de la tribune officielle de débat. Ceci ne va pas sans un recours assez massif à l'ouvriérisme et au réflexe anti-intellectuel. Ceux-ci ont en effet acquis au sein du PCF le triste privilège d'être traités comme des militants plus « égaux » que les autres, appelés par exemple, à dialoguer en direct avec le bureau politique (comme ce fut le cas à Vitry, il y a quatre mois), ou bien d'être disqualifiés dans leurs critiques politiques avec l'épithète distribuée plus ou moins ouvertement de « petits bourgeois qui ne connaissent rien à la classe ouvrière ».

Or, il n'est pas vrai que la discussion critique soit le seul fait de militants intellectuels. Pas vrai non plus qu'elle se développe dans la « presse bourgeoise » comme nous aurons l'occasion de le voir dans un prochain article.

PM

A propos d'affabulation

LA préparation du congrès du PCF donne lieu à des situations qui dévoilent les profondes contradictions du parti et les difficultés de mettre en place « la nécessaire cohésion du PCF » proclamée par Marcel Trignon, maire d'Arcueil. Les Editions de lundi et mardi du *Matin* et du *Monde* faisaient état d'incidents qui auraient gravement perturbé le déroulement de la conférence préparatoire au congrès de la section d'Arcueil. A la fin de la réunion, un jeune militant, Yves Roucaute, membre de la cellule Euhard Dimitrov d'Arcueil, connu pour défendre des thèses « eurocommunistes de gauche » aurait été violemment jeté dehors par quatre permanents du PCF ou de la municipalité.

Un des ses camarades qui a protesté de cette exclusion brutale, devant les délégués et le maire, Marcel Trignon, a lui-même été jeté dehors.

Incident de nature à semer le trouble dans bien des têtes sur le prétendu « respect mutuel », que le maire lui-même donne comme base de fonctionnement du parti.

Incident que l'Humanité, dans son édition de mardi page 3, traite d'« affabulations » anticommunistes, de « mensonges tellement ignobles et grossiers qu'ils n'appellent que le mépris ». « A la suite de la discussion libre, fraternelle et démocratique, le document préparatoire a été adopté à l'unanimité moins trois abstentions. Deux propositions d'amendements ont été retenues... ».

Mais si des incidents de ce type étaient vraiment inconcevables dans le PCF, les « affabulations » ne rencontreraient dans ses rangs que l'incrédulité. Du même coup on peut se demander pourquoi l'Humanité éprouve le besoin d'en publier un démenti.



Manifestation du 23 mars à Paris. Un militant du PCF diffuse La Nouvelle critique. (Photo HR)

Du 8 au 12 mai
LE 38e CONGRES DE LA CFDT

Au coeur des débats : le recentrage

Le 38e congrès de la CFDT se tiendra à Brest du 8 au 12 mai prochains. Organisé autour de quatre thèmes principaux (d'orientation, de fonctionnement démocratique, de politique internationale, de politique financière), les débats dont il est dès maintenant l'objet dépassent ses frontières et concernent l'ensemble des travailleurs.

Au cœur de ces débats le fameux « recentrage » qui suscite l'inquiétude de nombreux militants.

Cette inquiétude s'est traduite depuis, soit par un repli des sections syndicales sur elles-mêmes (les militants « désertent » les instances), soit par un désarroi. Déjà au moment des attaques contre la Sécurité sociale, d'une façon beaucoup plus aigüe lors de la journée du 23 mars.

Un congrès déjà joué ?

Du fait, aussi bien du calendrier d'élaboration et de diffusion des textes (parvenus pour la plupart fin janvier), que de leur importance (plus de 200 pages), un grand nombre de syndicats n'ont pu préparer convenablement le débat.

Ainsi la FGTE (Fédération générale des transports et de l'équipement) constate que si ses syndicats ont déposé 130 amendements (9 % du total), ceux-ci sont le fait de 16 d'entre eux sur 400 ! Sur le total de 1 600 amendements, 75 % viennent des secteurs public ou nationalisés.

Sans oublier que, dans la crise actuelle, à part l'automobile (et pour combien de temps ?) tous les secteurs d'activité sont touchés et que les militants sont en prise directe avec les luttes contre les licenciements, la répression syndicale, la multiplication des contrats hors-statut. Ils attendent plus des propositions d'action, de riposte globale, une véritable coordination des luttes qu'un discours qui prépare les élections de 1981.

Or, dès le 5 février, la commission des résolutions avait fait son tri des « bons » et des « mauvais » amendements. Les débats du bureau national n'apporteront ensuite que des « enrichissements »...

Le rapport d'activité ou la justification

Texte important puisque c'est sur lui que s'ouvrira le débat. Ce débat prendra deux jours, il constitue la justification des textes de résolution, et il est conclu par le vote du « quitus » (le chèque en blanc) à la direction confédérale. Ce qui le sous-tend, c'est la thèse de la continuité.

Mais entre cette justification et la réalité de la pra-

tique de la confédération, quel déphasage ?

Ainsi, la fédération de la banque souligne que « les positions prises par la confédération depuis plusieurs mois n'ont pas été dans le sens d'une mobilisation des travailleurs ». La CFDT se proclame vouloir être un « un syndicat de classe et de masse ». Donc, un des rôles du rapport d'activité devrait justement être de tirer un bilan de la syndicalisation, de préciser le contenu de classe des axes de revendications proposés, de comparer les textes à la pratique.

Or, le congrès de 1973 avait condamné certaines formes de la conduite des luttes, notamment la constitution des comités de grève, la tenue des assemblées générales du personnel souveraines. Et puis, il y eut Lip et son impact dans la pratique ;

— La revendication d'augmentations uniformes, remettant fondamentale-

La ligne confédérale

Un certain nombre de points, bien plus explicités dans la présentation des textes en question que dans les projets de résolution, peuvent permettre de la qualifier de capitulaire et de fondamentalement réformiste. La bourgeoisie, les milieux patronaux, ne s'y trompent pas en la qualifiant de « social-réaliste ».

a) « La présence de la crise a eu pour effet de placer le syndicalisme en position plus défensive qu'offensive » (page 13) bien que « depuis le dernier congrès CFDT, et jusqu'en mars 1978, il faut constater une certaine polarisation en direction des échéances électorales ».

On proclame la démobilisation et on s'étonne que le patronat mise dessus à qui mieux mieux pour remettre en cause tous les avantages acquis et restructurer à tour de bras.

b) La négociation (« à tous les niveaux », bien sûr, y compris à l'Elysée !) est présentée comme une fin en soi. Force est de constater, même par les dirigeants, que les résultats n'ont pas été ce que l'on était en droit d'attendre « d'interlocuteurs réalistes ». La confédération n'en persiste pas moins à déclarer en toute modestie que « la possibilité d'ouverture de négociations a été un élément mobilisateur (sic) pour des actions de masse » et que, mieux « elle a permis un développement des luttes », en précisant toutefois

ment en cause le système hiérarchique, est passée aux oubliettes... Pourquoi ?

— La coordination des luttes, réclamée constamment depuis 1968 comme une nécessité, n'a reçu aucune proposition concrète. Le mot même est remplacé par celui d'« articulation ».

Quant à la continuité, il n'y a que celle de la direction confédérale qui :

— En 1970 a cherché, par opportunisme, à récupérer Mai 1968 ;

— En 1973 a voulu se démarquer du marxisme en se référant au « socialisme autogestionnaire », sans donner à celui-ci un contenu réel, précis de classe et en escamotant, sous son couvert, le problème de la révolution ;

— En 1976 s'est donnée une « majorité confédérale qui devait faire face aux prochaines échéances », bien qu'elle déclare maintenant que « la CFDT porte la responsabilité de n'avoir pas su résister à la pression des événements » (page 16), tout en imputant « l'échec de mars 1978 » à « l'insuffisance des luttes sociales », (page 17) ;

— Et qui, en 1979, considère que « l'Union de la gauche est à reconstruire sur de nouvelles bases » (page 12).

Enfin, à travers cette autojustification transparaît la réalité de la ligne confédérale.

« notamment avant les congés d'été » (page 18).

c) L'unité d'action, dont on dit qu'elle se ressent de la division de la gauche, en constatant « qu'il y a souvent décalage entre les rapports tendus à l'échelon des syndicats ou des sections et des rapports apparemment plus sereins au plan confédéral » (page 20 et 21) n'est pas restée à sa véritable place : à la base.

L'absence d'autonomie de la CGT par rapport au PCF est rappelée, mais aucune analyse des contradictions qui traversent l'une et l'autre n'est amorcée.

d) Nous devons « faire prévaloir nos orientations en matière de type de développement et de croissance » (page 26) pour « infléchir » les choix gouvernementaux. Là encore, le langage oublie toute référence à une stratégie de rupture et d'affrontement et flirte avec les conceptions de cogestion, d'acceptation des plans d'austérité.

e) L'union des forces populaires est la seule alternative proposée pour appuyer un nouveau programme de gouvernement proposé au scrutin de 1981. Ligne purement électoraliste que viendrait troubler (comme le rappelait Maire dans une interview à un journal anglais) tout « risque l'explosion sociale ».

Joël FABIEN

Suite demain



JOURNEES DE SOLIDARITE A DUNKERQUE, A DENAIN ET A FAMECK

Les 29-30 avril et le 13 mai

« Solidarité, mes frères... » !

LES 29, 30 avril et 13 mai, notre Parti appelle à trois journées de solidarité concrète avec les sidérurgistes.

Quelles formes prendra cette solidarité pour tous ceux et toutes celles qui se sentent à l'unisson avec les sidérurgistes ?

Etre avec les sidérurgistes dans leur lutte contre les maîtres de forges et l'Etat capitaliste, c'est les soutenir concrètement là où l'on se trouve, dans sa section syndicale, dans son entreprise, dans son quartier. Il s'agit au fond de grouper toutes les énergies vers un but commun : faire reculer le gouvernement.

Si jamais le plan de restructuration réussissait sous quelque forme que ce soit, alors tous les travailleurs, dans toutes les branches, se verraient pris sous le feu croisé des patrons et du gouvernement.

Le 29 avril, le 30 avril et le 13 mai, ce sera l'occasion que chacun prenne sa plume pour écrire des messages de soutien aux sidérurgistes de Denain, de Longwy, de Dunkerque, d'Hayange et d'ailleurs. Ce sera une occasion de se déplacer dans le Nord et dans la Lorraine en délégations d'entreprises en lutte ou pas, pour venir voir les sidérurgistes, leur apporter notre solidarité.

En effet, il faut sortir de sa coquille, de son isolement. Nombre de luttes souffrent d'être ignorées ou sont maintenues dans leur isolement, comme si « lutter dans sa boîte » constituait une fin en soi. Comme disait un militant syndical de Longwy, à propos de la lutte des mineurs de fer : « Ils ont lutté au fond de leur mine, eh bien, ils en sont crevés ». Cela signifie qu'à force d'entretenir des spécificités — cas particuliers — on est coupé du reste des gens qui luttent.

Alors, il faut s'unir, lier à la fois la lutte dans l'entreprise et en dehors de l'entreprise, la grève et les actions de masse dans la rue.

Et puis il faut que soient nombreux les travailleurs

d'autres régions qui viennent témoigner de leur solidarité concrète.

13 mai seront un moyen de prendre contact. Une raison de plus d'y venir nombreux.

Les 29 avril, 30 avril et

Yves LEFIC

SOUSCRIPTION

40 millions pour fin juin



La souscription est indispensable à la survie de notre journal, instrument indispensable à l'activité de notre Parti. Ci-dessus, une photo de diffusion à Denain. (photo G.C.)

Liste de souscription

Total précédent	46 376,35 F
Supplément à réabonnement quotidien plus bimensuel :	
F.M. Lyon	70 F
Supplément à réabonnement quotidien :	
D.G. Morbihan	10 F
G.P. Nord	70 F
V.J. Dijon	20 F
J.G. Brest	10 F
J.J.P. Nantes	30 F
G.S. Paris	10 F
B.A. St-Brieuc	60 F
D.P. Rennes	10 F
R.J.D. Grenoble	20 F
L.J. Laval	10 F
G.C.H. Limoges	20 F
V.C.L. Lille	60 F
W.A. Chambéry	60 F
L.R. Toulon	120 F
B.A. Issy-les-Moulineaux	120 F
A. Aubagne	20 F
Supplément à réabonnement quotidien plus Quotidien du peuple plus bimensuel, L.F. Grenoble	100 F
Commune de Paris Région parisienne	67 F
Cellule J. Labourde du PCML Brétigny	69 F
Un camarade des PTT Brest	1 000 F
Supplément à réabonnement bimensuel :	
C.J.P. Vitrolles	62 F
Sur vente de cartes de vœux 1979 Marseille/Corse	655 F
Souscription Marseille	725 F
Nouveau total au 2 avril 1979	49 774,35 F

A propos de la réduction du temps de travail (3)

35 heures oui, mais payées 40 heures !

VOICI le dernier volet des quatre articles à propos de la campagne de la CFDT sur « les 35 heures pour créer des emplois ». Nous avons vu que la lutte pour la réduction du temps de travail était une lutte spécifique, difficile mais qui n'a pas d'impact direct, surtout en période de crise de l'emploi. Ce qui pose la question immédiate de la volonté de la direction confédérale de la CFDT à lutter efficacement contre les licenciements. Aujourd'hui, nous allons voir un autre aspect, secondaire mais significatif, sur les autres ambiguïtés de cette campagne : réduction compensée ou non et réduction annuelle ou hebdomadaire.

Faire le lien entre réduction d'horaire et création, ça a une influence sur la revendication : « Du travail pour tous », nous l'avons vu mais ça en a aussi sur la revendication de la réduction d'horaire elle-même.

les temps de pose », c'est encore pire, c'est reprendre la vieille thèse « la journée de 7 heures mais 7 heures de travail ! ».

RÉDUCTION D'HORAIRE HEBDOMADAIRE

La dernière ambiguïté que nous allons soulever aujourd'hui est celle du choix possible entre 5e semaine de congés et les 35 heures. La CFDT ne choisit pas entre les deux, car les ouvriers préfèrent en général les 35 heures et les cadres les congés supplémentaires.

Mais le problème est mal posé. Ce sont les patrons qui ont, de tout temps, assimilé réduction d'horaire et congés. Pour les travailleurs, ce sont deux revendications différentes ; ils n'ont pas à monnayer l'une contre l'autre.

Pour les patrons, assimiler les deux permet d'amener les travailleurs et les syndicalistes à calculer l'horaire de travail à l'année et non plus à la semaine. C'est très dangereux car si le CNPF arrive à faire accepter le calcul annuel du travail et à faire sauter le calcul hebdomadaire, il pourra sans plus de problème faire travailler plus de 8 heures sans payer d'heures supplémentaires, faire travailler moins sans indemnités de chômage partiel... adapter au plus près l'horaire de travail aux besoins de la production. Il annule d'un coup des dizaines et des dizaines d'années de lutttes de la classe ouvrière pour obtenir une durée fixe à la semaine de travail.

La vigilance est d'autant plus nécessaire que, depuis septembre, le CNPF a décidé de faire de l'horaire annuel le centre des négociations sur la durée du travail. Jusque là, ces négociations ont échoué et sont interrompues, mais on sait bien que les patrons ne vont pas s'avouer vaincus comme ça. Ils vont revenir à la charge.

L'exigence des 35 heures, et uniquement les 35 heures, avec maintien du salaire, devrait être la réponse de la classe ouvrière à ces manœuvres.

FIN
Claire MASSON

Interdiction professionnelle dans le Val-de-Marne

Communiqué du syndicat national CGT des préfetures des départements et des régions - sections du Val-de-Marne, et du syndicat départemental CFDT inter-co du Val-de-Marne (personnel de l'intérieur et des collectivités locales).

NOS syndicats CFDT et CGT souhaitent porter à la connaissance de votre journal un cas d'interdiction professionnelle parmi le personnel payé sur le budget du département du Val-de-Marne.

Voici les faits : Le 23 octobre 1978, notre camarade Pierre Henry est engagé en tant que moniteur-éducateur au foyer départemental Adolphe Chérioux à Vitry-sur-Seine selon un contrat de trois mois correspondant à la période d'essai. Il se syndique aussitôt.

Quinze jours après l'expiration de ce contrat, précisément le 8 février 1979, Pierre Henry est convoqué au service du personnel de cet établissement. On lui

apprend qu'à la suite de la traditionnelle enquête des renseignements généraux, il est immédiatement licencié.

Il se rend aussitôt à la préfecture où la direction du personnel lui confirme l'enquête défavorable effectuée par les renseignements généraux. Cependant, après quelques hésitations et coups de fil divers, il lui est proposé un nouveau contrat d'essai (!) de trois mois, qu'il signe afin de conserver son emploi. Le directeur lui précise que pendant ce laps de temps, une enquête complémentaire sera réalisée sur le lieu de travail (? !).

Pierre Henry rencontre ensuite le vice-président du conseil général, M. Kayser qui, en cette qualité et au nom du groupe communiste de cette assemblée, adresse sur le champ une lettre précise au directeur du cabinet du préfet.

Le 13 février, le secrétaire général de la préfecture fournit au vice-président du conseil général une réponse dilatoire.

Le 18 février, en contact étroit avec nos organisations syndicales, Pierre Henry

écrit au préfet en lui demandant le résultat précis de l'enquête des renseignements généraux.

Le 26 février, M. Campuzan, conseiller général, membre du groupe socialiste, écrit au préfet en lui demandant de mettre fin à ce déni de justice et de régulariser la situation de notre camarade.

Le 8 mars, nos syndicats CGT et CFDT ont écrit une lettre commune au préfet lui demandant de nous donner l'assurance écrite avant le 15 mars que Pierre Henry obtiendra le contrat d'un an auquel il a droit. Aucune réponse ne nous est parvenue jusqu'à ce jour.

Enfin, depuis le 15 mars, nos syndicats font signer une pétition commune dans tous les services de la préfecture et du département exigeant le maintien de Pierre Henry dans son emploi.

Tels sont les faits. Les dessous de cette « affaire » ayant quelque peu filtré à la préfecture et ailleurs, nous sommes en mesure d'affirmer et de démontrer qu'il s'agit bien là d'un

cas flagrant d'interdiction professionnelle :

1) Pierre Henry a animé dès 1973 un comité d'action contre la loi Debré au lycée de Provins ;

2) Il a participé à un comité civil de soutien aux luttes des soldats ;

3) Il a été candidat du PSU à deux reprises contre Alain Peyrefitte aux cantonales de 1976 et aux législatives de 1978. C'est difficilement « pardonna-ble » pour le Garde des Sceaux.

Est-il besoin de préciser que Pierre Henry n'a jamais été inculpé et n'a jamais fait l'objet d'une quelconque information judiciaire.

Donc, le préfet demeurant muet et la date de licenciements de Pierre Henry approchant (23 avril 1979), nous souhaitons étendre notre campagne en la faveur de notre camarade et la populariser au maximum.

Pour la CGT
G. RUCHE

Pour la CFDT
D. CHAUVET

Culturel

Aux Dossiers de l'écran

Shakespeare

A l'époque du déclin du féodalisme

« Qui, en effet, supporterait le fouet du siècle, L'injure du tyran, les mépris de l'orgueil, L'angoisse dans l'amour bafoué, la lente loi Et la morgue des gens en place, rebuffades Que le mérite doit souffrir des être vils... »

Hamlet prononce ces paroles dans la célèbre tirade qui commence par « Etre ou ne pas être ? ».

Né en 1564 et mort en 1616, Shakespeare vit à la charnière entre deux époques, le Moyen Age et la Renaissance. « Etre ou ne pas être » cette formule devenue cliché résume bien le malaise qui envahissait tous ceux qui ne pouvaient manquer de constater le décalage entre les idées religieuses du Moyen Age et les bouleversements causés par le développement de la classe bourgeoise qui montait.

Shakespeare appartient au patrimoine culturel des travailleurs du monde entier. Il nous intéresse parce que nul autre mieux que lui n'a su peindre les grandes passions humaines, la jalousie chez Othello, l'ambition chez Macbeth, l'amour chez Roméo et Juliette. Ce qui fait la force de ces personnages, c'est qu'ils sont situés dans des circonstances précises, les marchands de Venise, la société médiévale et que leurs sentiments évoluent selon les conditions sociales.

« Pénibles histoires ! Pénibles histoires ! Mais regardez ici, mon garçon ; à présent, réjouis-toi ! Tu contemples des choses qui vont mourir, moi des choses qui viennent de naître ».

Shakespeare a bien su peindre les conflits et les contradictions entre le féodalisme finissant et le capitalisme qui se formait (la révolution bourgeoise aura lieu en 1740). Les idéaux de l'humanisme étaient incompatibles avec son époque encore dominée par le pouvoir des féodaux. Dans ses œuvres tirées de l'histoire de l'Angleterre, celles qui ont trait aux luttes internes du 14 et 15e siècles, il a montré le tort que peuvent causer les seigneurs féodaux turbulents. Falstaff, que l'on retrou-

ve dans « Henri IV » et « Les Joyeuses commères de Windsor », bien qu'attachant, représente le type même du parasite féodal. Dans la comédie « Tout est bien qui finit bien » il raille la morgue des aristocrates.

Dans « Timon d'Athènes » et « Le Marchand de Venise », Shakespeare dénonce d'emprise de l'or sur les hommes et sur leurs rapports. Richard III est un despote féodal capable de verser le sang pour satisfaire son ambition. Dans « Roméo et Juliette », il conte l'histoire tragique de deux jeunes amants qui ne peuvent connaître le bonheur parce que la société où ils vivent est déchirée par les querelles de clans féodaux et sous l'empire de préjugés moyenâgeux.

Shakespeare y crée une galerie de personnages dont les personnalités sont très puissantes et très complexes. Leur destin tragique illustre le conflit irréductible qui peut surgir entre un personnage vivant à part entière et un milieu social basé sur les sordides conflits d'intérêts. Les personnages de Shakespeare n'étaient jamais schématisés. Chez lui

la comédie se mêle au tragique pour mieux dépeindre le caractère prosaïque de la mentalité bourgeoise et des rapports d'argent. Son œuvre dénonce l'hypocrisie de la religion.

Ecrivain progressiste de la Renaissance, il prend place aux côtés de Cervantes, de l'Arioste et de Rabelais.

Léon CLADEL

QUE se passait-il dans le monde à l'époque où Shakespeare écrivait ? Les écrivains, comme les artistes sont marqués par les conditions d'existence et la façon dont les hommes assurent leur subsistance, se procurent leur nourriture au moment où ils écrivent. Dans leurs œuvres, même sans le vouloir, ils se font l'écho des bagarres entre exploités et exploités. L'époque de Shakespeare est marquée par le développement de l'industrie et du commerce et par le déclin du féodalisme. C'est d'abord la victoire de l'Angleterre contre l'Armada (la flotte) de Philippe II d'Espagne et la fin de la suprématie maritime espagnole. Cette victoire est aussi le fruit de l'unité politique de l'Angleterre qui vient de se réaliser.

Les grandes capitales où se font les découvertes et où se concentrent l'industrie et le commerce s'appellent Venise, Florence, Anvers et Bruges. Dès Henri VIII, l'Angleterre connaît un développement sans précédent. L'industrie textile se mécanise, à Cambridge, Bristol, Norwich, Leicester, se développent le tissage, le filage. La métallurgie s'implante partout, on exploite la houille, on construit des routes dans tout le pays. Les briquetteries ne chôment pas. Les grandes découvertes scientifiques accélèrent le développement de l'industrie. Les arsenaux travaillent à plein rendement pour construire la flotte qui va écarter ces marchandises (1 232 bâtiments sous Elizabeth).

C'est l'époque des conquêtes coloniales, des comptoirs et de la traite honteuse des noirs. Une nouvelle classe s'édifie, formée d'industriels, d'armateurs, de négociants, de négriers, de banquiers. Le roi et les grands seigneurs féodaux devront compter avec la classe bourgeoise qui monte. Elle joue un rôle positif et révolutionnaire dans la mesure où elle précipite la chute du système féodal qui entrave son développement. On peut lire dans la « Mégère apprivoisée » : « Pise, renommée par ses graves citoyens, m'a vu naître ; et Vincentio, mon père, marchand dont le vaste trafic s'étend dans le monde entier, descend des Benvivoglio. »



Manifestation contre les licenciements des travailleurs de Forest SA.

Les élèves-infirmières de Toulouse écrivent à Madame Veil
Elles veulent un vrai salaire
Les stages d'été sont payés de 0 centime à 700 francs

LES élèves des écoles d'infirmières du CHR (Centre hospitalier régional) de Toulouse luttent comme de très nombreuses autres élèves-infirmières en France pour obtenir le statut de travailleur en formation, pour être rémunérées. Voici, la lettre qu'ils ont fait parvenir à Simone Veil, ministre de la Santé et de la Famille.

Madame le ministre,

Il y a une dizaine d'années, la France avait besoin de personnel soignant. Pour pallier à ce manque, des dispositions ont été prises :

- Augmentation du budget des hôpitaux ;
- Embauche assurée ;
- Création de nombreuses nouvelles écoles ;
- Remaniement du programme des études d'infirmières.

1) Passage des études de 2 ans à 2 ans et demi ;
2) Une première année comprenant les principales pathologies et soins infirmiers nous permettant d'être efficaces et rentables lors du stage à temps plein concluant la première année (stage de quatre semaines de 36 heures en été, c'est-à-dire intégration complète avec l'équipe - nuits - week-end - jours fériés, dont la rémunération est prévue par un décret ministériel qui, suivant l'hôpital, nous accorde « généreusement » de zéro centime à 700 F).

3) En fin de formation, à deux mois du diplôme d'Etat, est prévu un stage de onze semaines de quarante heures, dans les mêmes conditions que le stage précédent. Le même décret prévoit une rémunération d'un mois obligatoirement ou des deux mois selon l'hôpital, sur une base de 700 F par mois. C'est pour cela qu'à ce jour, il nous paraît sensé et indispensable de réajuster ces paiements sur la base du salaire d'aide-soignante, revalorisés chaque année.

De plus, de cette formation résulte un nombre important de diplômés et futurs diplômés qui, en raison de votre décision de diminuer le budget des hôpitaux, se trouvent sans emploi. Or, doit-on vous rappeler, madame le ministre, qu'actuellement les besoins en personnel soignant restent les mêmes ? Cette diminution d'effectifs va à l'encontre de l'humanisation

des hôpitaux et donc de la qualité des soins.

Nous tenons à vous faire savoir que nous resterons fermes dans nos revendications et notre lutte en attendant une réponse favorable de votre part.

Les écoles d'infirmières de Toulouse.

FOREST-SA DE CAPDENAC
Les travailleurs manifestent à Rodez contre les menaces de licenciement collectif
Interview

De notre correspondant à Rodez

LE 5 avril 1979, les travailleurs et les cadres de l'usine Forest de Capdenac sont venus nombreux à la préfecture de Rodez, à l'appel de leur section syndicale CFDT (majoritaire dans l'entreprise), pour manifester leur colère face aux menaces de licenciements collectifs de 450 personnes. Voici notre conversation avec un travailleur.

- HR : Que se passe-t-il exactement à Forest ?

R : Forest SA, troisième producteur français de machines-outils, vient de déposer le bilan entraînant la mise en régleme nt judiciaire, avec la nomination d'un administrateur provisoire et de trois syndicats et le licenciement collectif des travailleurs des usines de Capdenac (450 ouvriers), Courbevoie et Châteaudun.

- HR : Comment en êtes-vous arrivés là ?

R : Ces dernières années, Forest donnait l'image d'une entreprise dynamique, en plein essor, au carnet de commandes bien rempli, travaillant essentiellement pour l'exportation et traversant « la crise » sans perdre de commandes.

Nous en sommes donc là car nos dirigeants ont eu pour principal souci de bien se remplir les poches, rappelés pour mémoire :

- Les 800 millions de centimes empochés par M. Poincenot pour l'année 1978, résultat d'un contrat scandaleux passé entre lui et la société.
- De nombreux salaires exorbitants de 1 à 7,8 millions de centimes par mois.
- 16 voitures de fonction, un avion loué pour la société et utilisé pour un oui ou un non, des villas à Paris, etc.

- HR : Vos dirigeants savent bien se remplir les poches...

R : Oh oui, pour ça se sont de véritables génies. Mais ils se sont montrés incapables de gérer Forest SA. Ils ont désorganisé au lieu d'organiser, accusant les travailleurs d'être les responsables.

Aujourd'hui ces personnes ne sont plus dans la société, mais nous ont quitté avec de fortes primes de licenciement (des dizaines de millions).

- HR : Peut-on éviter les licenciements ? N'y a-t-il pas d'autres solutions ?

R : Pour Forest Capdenac, il existe trois hypothèses :

- Pas de reprise de Forest Capdenac par EMS (Equipements machines spéciales) ;
- Reprise de Forest Capdenac par EMS sans licenciements ;
- Reprise de Forest Capdenac par EMS avec des licenciements partiels ou collectifs et réembauche à la carte. Mais, même dans l'hypothèse la plus favorable pour nous, c'est-à-dire la reprise de Forest-Capdenac par EMS, il existe de sérieuses menaces sur notre emploi.

- HR : Vous dites, dans votre tract, que certains vous ont reproché d'être passifs par rapport à ces menaces.

R : Les travailleurs de Forest Capdenac, autour de leur section syndicale CFDT, ne pensent pas avoir été passifs, bien au contraire. Depuis le début de la crise de Forest, qui dure depuis de nombreux mois, nous avons été mobilisés dans notre lutte en permanence, nous avons mené des actions dans l'entreprise et si nous sommes ici aujourd'hui, nombreux travailleurs de Forest, c'est pour montrer aux pouvoirs publics que nous sommes tous déterminés à lutter jusqu'au bout pour défendre notre emploi.

- HR : Votre ville est-elle très touchée par le chômage ?

R : Pardi, comme la plupart des villes, de l'Aveyron (Decazeville, Millau, St-Affrique, Rodez).

A force de licencier dans notre région, que va-t-il rester ? Allons nous devenir un désert ? Il y a actuellement 150 chômeurs de plus chaque année et 80 jeunes qui quittent le canton de Capdenac. Les suppressions d'emploi ont des répercussions sur l'économie de toute une ville (commerce, école) etc.

Si nous sommes nombreux aujourd'hui à Rodez, c'est pour montrer aux pouvoirs publics que nous ne voulons plus subir, qu'il y en a assez.

- HR : Quelle suite allez-vous donner à cette manifestation d'aujourd'hui, dans Rodez ?

R : Les délégués syndicaux qui viennent d'être reçus à la préfecture n'ont eu que des réponses évasives, confirmant par cette attitude qu'il va se passer quelque chose. Pour aujourd'hui, c'est tout. On va aller regagner Capdenac et nous tenir prêts à répondre de manière dure à toute annonce ou confirmation de licenciements.

A NOS LECTEURS ET CAMARADES

- Un bandeau « Lisez l'Humanité rouge » est disponible. Passez vos commandes à l'administration.
- Le prochain bimensuel (No 53) paraîtra le 25 avril et non pas le 18 avril.
- Le quotidien ne paraîtra pas le 17 avril.

APPEL DE L'ADMINISTRATION

En raison des faibles règlements qui nous sont parvenus au mois de février et de mars et des échéances auxquelles nous avons à faire face, nous lançons un appel pressant aux camarades des régions et sections pour qu'ils nous fassent parvenir leurs règlements le plus rapidement possible.

UNE BROCHURE SIDERURGIE
Communiqué de l'administration

Une brochure sur la sidérurgie (24 pages) doit bientôt sortir. Afin d'ajuster le plus possible le nombre d'exemplaires tirés, nous demandons aux camarades de passer leur commande le plus tôt possible. Dernier délai jeudi 12 avril.

N'oubliez pas de joindre une feuille explicative à tous vos règlements.
N'écrivez pas au dos des chèques !

Un disque à écouter et à offrir

la lyre des travailleurs



Un disque de la Lyre des Travailleurs, 15 F le disque. 10% de réduction pour toute commande de 10 exemplaires. Passez vos commandes et vos règlements à ACAP BP 22 94800 Villejuif. CCP. 1750-9085 Paris.

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM
PRÉNOM
Lieu de travail
Adresse
Code postal

(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :
BP : 61 75861 Paris cédex 18
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Druenne
Commission paritaire No 87 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépôt légal 2ème trimestre 1979

De notre correspondante à Toulouse.

JEUEDI 5 avril, après un mois de grève pour l'usine de Muret et trois semaines pour Colommiers, la direction de Spiram (confection masculine - 400 employés au total) propose des négociations...

POUR FAIRE ÉTALAGE DE SON CYNISME

Sur les conditions de travail : - Batmal refuse de faire installer une climatisation et propose d'installer des rideaux (à fleurs) pour que « le personnel ne voie pas tout en gris ». Dans le même souci de gaieté, on pourra accrocher des photos aux machines, mais ni syndicales ni politiques, surtout.

- Jusqu'ici, il était interdit de manger des chocolaines, des sandwiches à la machine. C'est pour la santé du personnel, paraît-il. Il faut des repas réguliers et équilibrés. Comme si le travail en équipe ne déséquilibrait pas les repas. Batmal fait une concession : les ouvrières auront le droit de manger à leur machine, mais... discrètement.

- Pour aller au WC, il faudra continuer à demander l'autorisation au chef. D'ailleurs, « il faut être d'une nature exceptionnelle pour avoir envie d'uriner entre les pauses ».

La classification : il s'en remet à la convention collective, acceptant seulement de revoir quelques cas particuliers.

Sur la présence de Tourou, ex-inspecteur du travail, actuellement conseiller juridique de la direction et dont les grévistes demandent le renvoi, car son attitude dans l'usine est devenue insupportable à toutes ; mépris, hypocrisie, insultes toujours à la bouche, narguant les ouvrières toute la journée. Batmal affirme : « Il me satisfait pleinement, il restera dans l'entreprise ».

De plus, il annonce aux négociations une augmentation des rendements. Plus précisément à Muret et avec le même personnel, il fera passer de 1 000 à 1 500 pantalons par jour. Mais comme il le dit : « Avec le matériel perfectionné dont vous disposez, n'allez pas parler de cadences infernales ! ».

Ensuite, sur les salaires : premièrement, pas d'augmentation, ce serait mettre l'entreprise en péril. Deuxièmement, il rétablit la prime de fin d'année de 3% qui avait été incluse au salaire horaire, et de toute façon, les prud'hommes le lui avaient imposé lors d'un procès récent. Troisièmement, il supprime la prime d'ancienneté, la remplaçant par une prime mensuelle de 150 F d'assiduité. En fait, une prime anti-grève. Quatrièmement, sur le paiement du lock-out (une semaine pour Colommiers), il dit : « Non, si quelqu'un doit la payer, c'est les ouvrières de Muret, car c'est elles qui par leur grève ont entraîné le lock-out de Colommiers ». Par contre, il paye le lock-out aux non-grévistes sous forme de prime de risque (peut-être pour le risque qu'elles prennent en franchissant les barrières enduites de graisse par les piquets de grève).

Et enfin, sur les licenciements annoncés contre les délégués CGT et CFDT et plusieurs ouvrières des deux usines, il dit : « Je ne veux plus en entendre parler, ils sont maintenus ».

Bref, Batmal ne lâche sur rien et même se fiche ouvertement des grévistes.

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MURET-COLOMMIERS DÉCIDE LA POURSUITE DU CONFLIT VENDREDI 6 AVRIL

Pour les 140 grévistes présentes à cette assemblée générale, qui s'est tenue le lendemain

SPIRAM (TOULOUSE)

Un mois est passé, les ouvrières continuent la grève !

Leur patron Batmal se prend pour Furnon

Le 6 avril, l'assemblée générale Muret-Colommiers décide la poursuite



Au piquet de grève de la Spiram, on discute ferme, on s'informe. Le patron a ouvert les portails, mais les grévistes ont dressé des grilles improvisées, mis des voitures pour boucher l'entrée (Photo HR)

des négociations, il n'est pas question de reprendre le travail, contrairement à ce qu'affirmait Tourou qui disait : « Elles reprendront lundi, la culotte à la main ». Le vote a été unanime là-dessus. Mais reste le problème : Comment continuer ? Car des faiblesses sont déjà apparues clairement à grand nombre de grévistes. Par exemple, pas de liaison ni d'actions communes entre les deux usines.

De plus, unité d'action difficile entre la CFDT présente seulement à Colommiers et la CGT dans les deux usines. Pas de la part des sections syndicales, mais beaucoup plus du fait de l'attitude des unions locales CGT et du syndicat-habillement de la CGT. Rappelons quelques faits : premièrement, le refus de s'associer au gala de soutien organisé par la CFDT et qui a été un suc-

cès malgré cela. Deuxièmement, les bruits colportés, tant à Muret que dans les autres entreprises de l'habillement, comme quoi des irresponsables, des gens extérieurs à l'usine (seule la CGT a mobilisé pour les piquets de grève tous les militants interprofessionnels) méneraient la grève à la place des grévistes à Colommiers, feraient de la casse, etc. Et enfin, allant dans le même sens, un tract et un commu-

niqué de La Dépêche attaquent les éléments incontrôlés et qui auraient commis des actes de vandalisme. Or, les seuls actes de vandalisme sont ceux commis par Batmal : armé d'une masse et d'une pioche, il allait dans la journée de dimanche arracher toutes les murettes entourant l'usine pour permettre un meilleur passage aux non-grévistes.

D'ailleurs, il le revendique lui-même dans un communiqué paru dans La Dépêche le lendemain.

Jeudi, jour des négociations, les deux syndicats CGT et CFDT-habillement s'étaient mis d'accord pour un débrayage et un rassemblement de l'ensemble de l'habillement. Mais au dernier moment, la CGT annonçait qu'elle préférait des pétitions remises par les délégués. Finalement, rien ne s'est fait. Cela explique donc la réaction de nombreux grévistes à l'assemblée générale réclamant des actions communes Muret-Colommiers, des actions communes CGT-CFDT, des actions spectaculaires pour faire connaître le conflit, comme par exemple le blocage des routes, etc.

D'autres proposant même l'occupation d'une des deux usines, sans que cela soit repris par l'ensemble, vu les difficultés que cela posait. Et finalement, sur proposition du syndicat Haceutex de la CFDT, il a été décidé la tenue d'un grand meeting de soutien CGT-CFDT à Toulouse et la relance de la mobilisation dans toute la branche.

En effet, l'enjeu est de taille pour tout l'habillement et même pour les autres professions. Il faut donc que ces décisions soient mises en pratique.

Pas de Furnon à Toulouse ! Mobilisons tout l'habillement ! Soutien de toutes les branches jusqu'à la victoire !

Le PCF et la lutte de la SPIRAM

Au gala de soutien de Colommiers, trois partis ont apporté leur soutien financier : le PSU, le PCML et le PS.

Le PCF brillait par son absence. Mais il se réveilla en organisant tout seul un bal de soutien à Muret, sans même, bien sûr, avoir rien proposé à Colommiers ni à quiconque d'autre pour l'organiser.

Batmal est pour le socialisme !

Dans un tract adressé aux ouvrières et à la population, Batmal se lance dans une grande opération de propagande en trois points :

Premièrement, les revendications des ouvrières sont non-fondées. Quand elles racontent ce qui se passe à l'usine, ce sont des mensonges.

Deuxièmement, c'est d'ailleurs une minorité qui fait grève (300 sur 400). Minorité menée par des syndicats irresponsables, valets des partis politiques dont le but est de détruire le patrimoine de la France, de saboter l'industrie, de faire fuir les industriels à l'étranger.

Et enfin, le socialisme, oui, mais avec des usines bien gérées, un personnel bien encadré. Pour cela de la discipline et surtout pas de syndicat, sauf le syndicat autonome bien entendu.

Bref, le socialisme aux couleurs Batmal et Tourou, c'est l'exploitation encore plus féroce des travailleuses, en leur interdisant tout droit de s'organiser pour se défendre. Ce socialisme aux couleurs Batmal et Tourou, nous n'en voulons pas !